



Contrat de financement N° 000018/2021

Entre le SENLS et le Centre Hospitalier de Kiffa dans le cadre du protocole d'accord signé entre le SENLS et le Ministère de la sante, relatif à l'exécution des financements destinés à la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme

PREAMBULE

Les principaux acteurs opérationnels du Ministère de la santé dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre le VIH/SIDA, notamment dans le volet prévention et prise en charge, sont : le Centre de traitement ambulatoire (CTA) du Centre Hospitalier National (CHN) de Nouakchott et les Unités de Prise en Charge (UPEC) périphériques, des Centres Hospitaliers des régions, dédiées à la prévention et au traitement du VIH/SIDA.

Pour assurer une prise en charge globale et le suivi de l'observance du traitement des PVVIH, les UPECs bénéficient d'un soutien multiforme fourni par le SENLS : médicaments, fourniture d'équipements médicaux et non médicaux, renforcement de capacités...

Le CTA et les structures décentralisées/UPEC bénéficient d'un soutien multiforme fourni par le SENLS (médicaments, fourniture d'équipements médicaux et non médicaux, renforcement de capacités...) afin d'assurer une prise en charge globale des patients vivant avec le VIH (PVVIH). Ce soutien a été formalisé dans un cadre de partenariat à travers la signature de contrat de prestations de service couvrant les années précédentes 2017, 2018, 2019 et 2020 entre le SENLS et les différents centres de prise en charge y compris le centre Hospitalier de Kiffa.

Eu égard à ce qui précède,

Le Secrétariat Exécutif National de Lutte contre le SIDA, représenté par Pr Abdallahi Ould Sidi Aly son Secrétaire Exécutif National et dénommé ci-après SENLS, d'une part,

Et

Le Centre Hospitalier de Kiffa, représenté par Dr Elvak Ahmed Baba, son Directeur et dénommé ci-après CH de Kiffa, d'autre part,

ont convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

Le présent contrat de prestations de service a pour objet de définir le champ et les conditions de collaboration entre le SENLS et le CH de Kiffa, et de préciser les modalités de mise en œuvre des actes y afférents en vue de permettre à l'UPEC de Kiffa de mener des activités de prise en charge des PVVIH.

Article 2 : Pièces contractuelles

Les documents ci-dessous font partie intégrante du présent contrat de prestations :

- (i) Les activités décrites dans le budget (Annexe 1) ;
- (ii) La liste des signataires autorisés

Article 3 : Engagement des Parties contractantes

3.1. Obligations et responsabilités du CH de Kiffa

Le CH de Kiffa s'engage à :

3.1.1. Exécuter les activités conformément aux exigences en matière de gestion financière, au budget approuvé par le SENLS (Annexe1) ;

3.1.2. Préserver et à protéger les fonds mis à sa disposition et s'assurer que les fonds et les approvisionnements sont utilisés exclusivement aux fins prévues dans le budget approuvé, dans le respect du présent contrat de prestation ;

3.1.3. Assurer la tenue régulière d'une comptabilité qui permet l'enregistrement au jour le jour de l'ensemble des opérations relatives aux fonds alloués et à la production des états financiers conformément aux normes comptables en vigueur en Mauritanie ;

3.1.4. Assurer la prise en charge médicale liée au VIH/SIDA pour les PVVIH inscrites à l'UPEC de Kiffa :

- Effectuer les dépistages volontaires et anonymes ;
- Assurer le Counseling et l'éducation thérapeutique des patients (ETP) ;
- Mettre sous traitement les patients éligibles ;
- Mettre sous intrants nutritionnels les PVVIH éligibles (par consultations nutritionnelles et suivi);

3.1.5. Réaliser les activités psychosociales au profit des PVVIH et EVVIH par l'organisation :

- D'entretiens individuels sociaux et psychologiques avec les PVVIH qui en auraient besoin ;
- De la recherche active des PVVIH perdues de vue

3.1.6. Assurer le reporting et le suivi financier des activités à travers :

- La tenue et la mise à jour des registres relatifs aux PVVIH ;
- L'actualisation régulière des données sur le logiciel de gestion des patients ;
- La transmission au SENLS, dans les délais et la forme requise, de leurs requêtes de financement, conformément au budget en annexe N°1 ;
- La transmission d'un rapport mensuel d'activités comprenant les données des indicateurs (annexe N°2) dans les 15 jours suivant la fin de chaque mois ;
- La soumission au SENLS de rapports trimestriels, techniques et financiers, de l'exécution du contrat, dans les 15 jours suivant la fin de chaque trimestre ;
- La transmission, dans les 30 jours suivant la fin du contrat d'un rapport annuel consolidé, technique et financier de l'exécution du contrat ;
- La soumission des justificatifs de l'ensemble des dépenses engagées dans le cadre de ce contrat, avant chaque nouveau décaissement.
- Pour autant que cela soit nécessaire, le CH de Kiffa devra permettre au SENLS, la consultation de tout document nécessaire à la réalisation de leur mission notamment pour ce qui concerne le suivi financier et ainsi devra mettre à sa disposition des copies avec la mention "copie conforme" en cas de demande expresse ;
- Le CH de Kiffa devra veiller à ce que toutes les obligations et tous les débours soient effectués et documentés de manière satisfaisante :
 - Que tout paiement puisse donner lieu à l'établissement d'une pièce comptable qui indiquera la nature et la codification de l'activité financée. Le nom du bénéficiaire, la date et le lieu, le montant du décaissement ;
 - Que les originaux des factures, les reçus ou tout autre document en rapport avec la transaction soient toujours joints au récépissé comme pièces justificatives ;
 - Que tout paiement en espèce soit proscrit sauf dans les cas où le paiement par virement bancaire ou par chèque ne peut être utilisé.

EAS

3.1.7. Assurer la gestion et l'approvisionnement de l'UPEC de Kiffa

- Renseigner les outils de gestion fournis par le SENLS (fiche de stock, fiche de réquisition, fiche de suivi de la température et fiche d'inventaire) ;
- Veiller à l'optimisation des stocks (ARV, médicaments IO, réactifs et consommables) ;
- Suivre le stock et réviser périodiquement les consommations moyennes mensuelles (CMM) ;
- Partager un état d'inventaire mensuel ;

M

- La prise des mesures idoines de séparation des tâches et de prévention des conflits d'intérêt qui suivent :
 - La séparation obligatoire des tâches incompatibles : comptabilisation/gestion de la trésorerie, signature sur les comptes bancaires/détention du chéquier ;
 - La non autorisation de toute entreprise (y compris les services traiteurs) dans laquelle un agent du CH de Kiffa a des intérêts directs ou indirects de conclure des marchés avec celui-ci.

3.1.8. Assurer une bonne qualité de fonctionnement pour l'UPEC de Kiffa et garantir la prise en charge des patients suivant les normes standards requises ;

3.1.9. Verser au personnel de l'UPEC de Kiffa, mis à la disposition par le Ministère de la Santé, la contribution du SENLS dans les incitatifs, conformément au budget en annexe 1 et ce, après confirmation de l'effectivité de leurs engagements dans la prise en charge des PVVIH et le reporting des données. Les montants des incitatifs mensuels du personnel de l'UPEC correspond à des montants forfaitaires et sont présentés dans l'annexe 1.

3.1.10. Restituer au SENLS les ressources non utilisées à la fin du contrat.

3.2. Obligations et responsabilités du SENLS

Le SENLS s'engage à :

3.2.1. Mettre régulièrement à la disposition du CH de Kiffa les ressources dans les délais et conformément aux modalités et conditions de décaissement convenues pour assurer l'exécution des activités du plan de travail détaillé.

3.2.2. Apporter au CH de Kiffa tout appui nécessaire pour la mise œuvre des activités et dans le rapportage technique et financier ;

3.2.3. Assurer périodiquement le suivi et le contrôle des activités menées à l'UPEC de Kiffa ;

3.2.4. Mettre en place et animer des cadres de concertation et un système de communication permettant un meilleur partage d'informations avec le CH de Kiffa ;

3.2.5. Assurer la disponibilité au niveau de l'UPEC de Kiffa des ARV, des Médicaments anti-infection opportunistes (MIO), et des Réactifs/consommables (R&C) correspondant aux besoins clairement quantifiés ;

3.2.6. Mettre à la disposition du CH de Kiffa les fonds budgétisés dans l'annexe 1, destinés à l'exécution des activités suivantes :

- Fournitures et consommables de bureaux
- Frais de télécommunications
- Primes basées sur des résultats du personnel de l'UPEC
- Prestations médicales
- Autres frais

Les fonds destinés à ces activités sont arrêtés à Trois cent mille six cent vingt-cinq Ouguiyas : **300 625 MRU**

3.2.7. Acquérir pour le compte du CH de Kiffa les biens ci-après conformément aux conditions prévues dans l'annexe 1 :

- Réactifs & Consommables pour le dépistage

Les fonds destinés à ces activités sont arrêtés à Trente-deux mille quatre cent Ouguiyas: **32 400 MRU.**

3.2.8. Effectuer les virements des fonds prévus au point 3.2.6. du présent contrat, dans le compte CH de Kiffa, par tranche trimestrielle de 25% suivant l'échéancier ci-après :

- 1^{ère} tranche et 2^{ème} tranche avant le 15 juillet, soit un montant de 150 312 MRU
- 3^{ème} tranche avant le 15 octobre, soit un montant de 75 156 MRU
- 4^{ème} tranche avant le 15 décembre, soit un montant de 75 156 MRU

Il est à noter que le décaissement par tranche ci haut cité sera assujetti à la soumission du rapport financier dans les délais exigés dans le présent contrat et à la validation des dépenses déclarées de la période précédente par le SENLS. Si des dépenses inéligibles sont constatées, elles doivent faire l'objet d'un remboursement par le CH de Kiffa sur ses fonds propres.

3.2.9. Assurer le suivi technique et financier de l'exécution du présent contrat.

Article 4 : Dispositions relatives aux décaissements de fonds au profit du CH de Kiffa

4.1. Ouverture d'un compte bancaire exclusif pour le contrat de prestations :

Le CH de Kiffa est tenu d'ouvrir un compte spécifique pour recevoir uniquement les fonds et exécuter les paiements dans le cadre du présent contrat. Toute sortie de fonds du compte spécifique doit être autorisée par la signature conjointe d'au moins deux (2) personnes habilitées. Les identités complètes des signataires habilités doivent être communiquées au SENLS et tout changement de signataire doit lui être notifié.

4.2. Modalités de décaissements :

- a) Les décaissements de fonds par le SENLS au profit du CH de Kiffa seront faits par tranches trimestrielles ci-haut mentionnées.
- b) Au premier décaissement, le CH de Kiffa devra présenter une demande de décaissement accompagnée d'un plan de travail budgétisé trimestriel.
- c) A la fin de chaque trimestre, le CH de Kiffa soumet un rapport financier d'utilisation, au plus tard le 15 du mois suivant le trimestre, accompagné d'éléments suivants :
 - Un récapitulatif des dépenses du trimestre rubrique par rubrique ;
 - Un rapprochement comptable entre le solde du rapport et celui du compte financier ;
 - L'historique du compte couvrant la période sous rapport ;
 - Un rapport trimestriel programmatique (annexe 4) ;
- d) Pour les décaissements suivants, le CH de Kiffa devra présenter au plus tard le 25 du dernier mois du trimestre, une requête de financement constituée :
 - D'une demande de financement signée par le premier responsable ;
 - Du plan de travail budgétisé du trimestre concerné ;
- e) Les décaissements sont assujettis à la production des éléments cités au point c).

Le SENLS organisera un audit externe dans le trimestre qui suit la fin de l'année fiscale. La mission d'audit débutera au plus tard dans la première quinzaine du mois de Février suivant chaque année du contrat.

Article 5 : Durée du contrat

Le présent contrat est signé pour une durée de douze (12) mois, renouvelable par tacite reconduction.

Article 6 : Révision du contrat

Le présent contrat ne peut être révisé que par demande écrite et motivée de l'une ou l'autre des parties. La révision se fera d'un commun accord et par avenant.

Article 7 : Situation problématique

En cas de litige, né de l'application du présent contrat, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliations possibles avant de saisir les autorités et juridictions nationales compétentes.

Dans tous les cas si les financements octroyés dans le cadre de ce contrat de prestations de service ont été utilisés à des fins autres que celles prévues, le CH de Kiffa est tenu à payer promptement le montant au SENLS à partir de ses fonds propres sur demande écrite de remboursement adressée par le SENLS.

Au cas où aucun audit n'a été effectué avant l'arrêt ou la fin de ce contrat, le SENLS se réserve le droit de ne procéder à aucun décaissement jusqu'à ce que toutes les réserves émises soient levées par l'audit final.

Article 8 : Annexes

Les documents annexés au présent contrat sont :

Annexe 1 : Le budget

Annexe 2 : Canevas du rapport mensuel de l'UPEC

Annexe 3 : Canevas GAS

Annexe 4 : Canevas du Rapport Financier

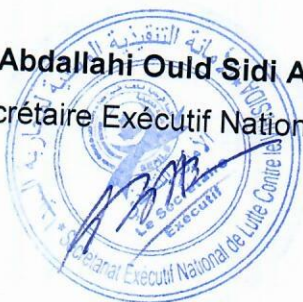
Article 9 : Dispositions finales

Le présent contrat est établi en double exemplaires originaux et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2021.

Fait à Nouakchott, en deux exemplaires originaux, le **06 JUL 2021**

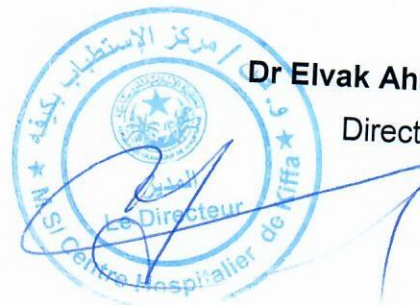
Pour le SENLS

Pr Abdallahi Ould Sidi Aly
Secrétaire Exécutif National



Pour le CH de Kiffa

Dr Elvak Ahmed Baba
Directeur





2/1

Annexe1 du contrat entre le SENLS et le CH de Kiffa pour le financement de l'UPEC/CH de Kiffa du 01/01/2021 au 31/12/2021

LIBELLE LIGNES FINANCIERES											Total Avances	Commentaires
Qté	PU (MRU)	Durée	Unité	Total	AVANCE T1 2020	AVANCE T2 2020	AVANCE T3 2020	AVANCE T4 2020	Total Avances			
Charges (Coûts directs)												
Prise en charge et soutien					333 025	75 156	75 156	75 156	75 156	300 625		
Fournitures et consommables de bureau					22 225	5 556	5 556	5 556	5 556	22 225		
Fournitures et consommables de bureau	1	7 825	1	Forfait	7 825	1 956	1 956	1 956	1 956	7 825		
Frais de télécommunications					14 400	3 600	3 600	3 600	3 600	14 400		Cette ligne est destinée à l'appui pour l'achat des fournitures et consommables de bureau de l'UPEC.
Frais internet	1	1 200	12	Forfait	14 400	3 600	3 600	3 600	3 600	14 400		
Gestion de programme												
Primes basées sur des résultats du personnel UPEC					246 000	61 500	61 500	61 500	61 500	246 000		Cette ligne est destinée à supporter l'abonnement mensuel du réseau internet du UPEC.
Prime médecin responsable UPEC (infectiologue)	1	6 000	12	Mois	72 000	18 000	18 000	18 000	18 000	72 000		
Prime pharmacien UPEC	1	4 000	12	Mois	48 000	12 000	12 000	12 000	12 000	48 000		Cette ligne est destinée à assurer des primes basées sur des résultats pour le personnel de l'UPEC, selon la grille de performance renseignée lors des supervisions.
Prime laborantin UPEC	1	2 500	12	Mois	30 000	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000		
Prime assistante sociale UPEC	1	2 500	12	Mois	30 000	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000		L'infirmier de l'UPEC doit assister le médecin dans la saisie des données et le renouvellement des ordonnances (pendant l'absence du médecin).
Prime infirmier UPEC	1	2 500	12	Mois	30 000	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000		
Prime du comptable responsable de la gestion du compte	1	3 000	12	Mois	36 000	9 000	9 000	9 000	9 000	36 000		Cette ligne est destinée à assurer une prime pour la gestion financière de la subvention du SENLS (gestion du compte, justificatifs et élaboration des rapports financiers). Il doit également veiller sur le remplissage de l'annexe 4 (rapport état financier à transmettre au SENLS par voie électronique à la fin de chaque trimestre)
Médical												
Médicaments					62 400	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000		
Réactifs & Consommables pour le dépistage	1	32 400	1	Intrant	32 400	0	0	0	0	0		Cette ligne est une provision destinée à l'achat des réactifs et consommables utilisés par l'UPEC pour le dépistage. Le SENLS procédera à l'utilisation de cette enveloppe suivant l'expression de besoin présentée par l'hôpital auquel l'UPEC est rattachée.
Prestations médicales					30 000	7 500	7 500	7 500	7 500	30 000		
Labo (Analyses)	1	500	12	Mois	6 000	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000		Cette ligne est destinée à la prise en charge des éventuels examens extérieurs à l'UPEC.
Radio	1	500	12	Mois	6 000	1 500	1 500	1 500	1 500	6 000		Cette ligne est destinée à la prise en charge des examens de radiologie éventuellement demandés aux PVVIH dans le cadre de leur suivi.
Hospitalisation	1	1 500	12	Mois	18 000	4 500	4 500	4 500	4 500	18 000		Cette ligne est une contribution aux charges d'hospitalisation éventuelle des PVVIH à l'hôpital auquel l'UPEC est rattachée.
Autres frais					2 400	600	600	600	600	2 400		
Frais bancaires	1	200	12	Mois	2 400	600	600	600	600	2 400		Cette ligne est destinée à couvrir les frais bancaires du compte ouvert au nom de l'hôpital régional pour la gestion de cet appui financier

[Signature]